

Les syndicats européens, victimes des gouvernements



Philippe POCHET

Directeur général de European Trade Union Institute (ETUI)

Ces dernières décennies, les syndicats européens ont pour la plupart connu un affaiblissement notable, notamment en termes de nombre d'adhérents (à l'exception notable de la Belgique). La crise n'a pas modifié cette tendance de fond. Toutefois, ce constat ne suffit pas pour porter un jugement sur l'état du syndicalisme en Europe.

Les trois piliers constitutifs du syndicalisme méritent d'être analysés. Le premier, déjà mentionné, est le nombre d'adhérents. La réalité de la désaffiliation syndicale est à relativiser : face aux changements de comportement des nouvelles générations à l'égard des organisations collectives, les syndicats ne s'en sortent pas trop mal comparés aux partis politiques. Un exemple :

« De plus en plus nombreux sont les gouvernements de gauche à ne plus sembler en phase avec les organisations syndicales »

au Royaume-Uni, les partis totalisent quelque 534 000 membres (tous partis confondus, ils ont perdu en trente ans près de 70 % de leurs membres), tandis que la confédération syndicale TUC en recense encore plus de 5,7 millions.

Le second pilier est l'extension, au plus grand nombre possible de travailleurs, des conventions collectives interprofessionnelles ou sectorielles ainsi que des résultats de la négociation salariale (salaire minimum...). Dans la plupart des

pays, les taux de couverture de la négociation collective restent stables et relativement élevés. Sauf dans deux groupes de pays. D'une part, ceux d'Europe centrale et orientale, où les institutions de négociation collective étaient faibles et le sont encore plus depuis la crise. D'autre part, les pays

placés sous assistance financière européenne, et donc sous la coupe de la troïka, la Grèce, le Portugal et l'Irlande, ainsi que l'Espagne. Là, les gouvernements ont mis en œuvre des changements importants, qui ont conduit à un déclin conséquent du nombre de travailleurs couverts par la négociation collective. C'est aussi le cas en Roumanie ou encore en Hongrie. L'affaiblissement syndical provient en fait surtout d'une volonté politique clairement affichée.

Ceci nous conduit au troisième point, à savoir le lien entre organisations syndicales et partis politiques. La plupart des syndicats en Europe sont indépendants des partis, mais nouent avec eux des liens de proximité. C'est ici que la fracture semble la plus grande, même si elle n'est pas générale. De plus en plus nombreux sont les gouvernements de gauche ou de centre gauche à ne plus sembler en phase avec les organisations syndicales. Le choix du gouvernement italien présidé par le socialiste Matteo Renzi de ne pas consulter les partenaires sociaux sur la réforme du marché du travail est emblématique de cette nouvelle donne. ■

[En bref]

ALLEMAGNE

Les loyers encadrés

Le Parlement allemand a voté une nouvelle loi visant à encadrer les loyers à la relocation. Désormais, dans les zones tendues définies par chaque Land, le loyer d'un nouveau locataire ne pourra pas être supérieur de 10 % au prix moyen du quartier pour un bien comparable. Seuls 20 % du parc locatif seraient concernés car la loi offre beaucoup de dérogations. Cette loi est la seconde prise en deux ans pour ralentir la progression des loyers dans un pays où 54 % des ménages sont locataires.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La France pingre

La France n'a consacré que 0,36 % de son revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement en 2014, soit une baisse d'un milliard de dollars par rapport à 2013 (de 11,4 à 10,4 milliards). Après un recul déjà l'an dernier, l'objectif onusien de 0,7 % du RNB censé être atteint en... 2015 s'éloigne encore. Au total, les apports d'aide aux pays émergents restent stables en 2014, mais ils déclinent nettement pour les pays les moins avancés.

EXPORTATIONS CHINOISES

Le tigre ne rugit plus

Les exportations chinoises se sont effondrées de 15 % sur un an en mars, ont annoncé les douanes chinoises. Outre la demande mondiale en berne, cette chute s'explique notamment par l'appréciation du dollar, sur lequel le yuan est indexé, et par le bas niveau de l'euro, rendant les produits chinois moins compétitifs. Bien que les importations chutent elles aussi (-12,7 % en mars), l'excédent commercial chinois se réduit comme peau de chagrin, à 3,1 milliards de dollars en mars. Le moteur extérieur de la croissance chinoise s'essouffle, alors que celle-ci devrait atteindre cette année son plus bas niveau depuis un quart de siècle.



1^{er} mai à Bilbao (Espagne). Le nombre de salariés couverts par une convention collective décline fortement dans les pays placés sous le contrôle de la troïka.